

Lettre aux électeurs

Commentaire : Ne peut-il pas être intéressant d'insérer (lorsque la lettre sera définitive, sans doute l'avez-vous déjà prévu) une table ?

Après trente ans de conquêtes idéologiques portées par la vague des Reagan et autres Thatcher, un peu de recul nous conduira peut-être à voir, autour de l'an 2000, la montée d'une autre vague (d'idées, de pratiques, de cultures) s'opposant radicalement à la société du "tout concurrence", remettant à l'honneur les principes de solidarité internationale, de coopération locale, de qualité d'existence, de déontologie dans l'économie comme dans bien d'autres choses.

Commentaire : La date ne doit-elle pas être changée ?

Un courant dit « néolibéral » a réussi une conquête exceptionnelle des mentalités, en produisant une façon dominante de raconter et décrire le monde, en imposant ses priorités et ses recettes. À l'heure où s'annoncent d'importantes échéances électorales (présidentielle et législatives), nous avons conçu cette lettre en cherchant à affranchir nos esprits des différentes langues de bois qui font l'essentiel du débat public et mass-médiatique, et en misant sur l'émergence d'une nouvelle inventivité sociale et populaire.

Les bagarres pour l'élection présidentielle française ont commencé, elles ne vont faire que monter en intensité et en visibilité dans les prochains mois. Mais si jusqu'ici le plus important de cette bataille électorale a semblé relever du « casting » et des sondages, nous voyons une chance historique de faire émerger tout autre chose : un débat authentique où se révèlent en pleine lumière les différentes visions du monde en présence, la nature des projets mis en avant par les divers candidats déclarés, et, surtout, un souffle politique d'un nouveau type. Nous voyons un moment historique où, contrairement à beaucoup d'avis jugeant que « les jeux sont faits », que les « finalistes » sont déjà déterminés, rarement est apparue aussi clairement la nécessité d'arrêter de *marcher sur la tête*, de trouver mots et actes en rupture avec ce que l'écrivain Eduardo Galeano nomme « l'école du monde à l'envers » : « *Le monde à l'envers nous apprend à subir la réalité au lieu de la changer, à oublier le passé au lieu de l'écouter et à accepter l'avenir au lieu de l'imaginer : ainsi se pratique le crime, et ainsi est-il encouragé. Dans son école, l'école du crime, les cours d'impuissance, d'amnésie et de résignation sont obligatoires. Mais il y a toujours une grâce cachée dans chaque disgrâce, et, tôt ou tard, chaque voix trouve sa contre-voix et chaque école sa contre-école.* »

Nous, hommes et femmes d'Europe et d'ailleurs, cherchons cette *contre-école*, et avec elle l'invention d'un langage où les mots puissent redevenir des outils de pensée, d'échange, d'émancipation, de clarification, et non plus des instruments de maquillage, de brouillage. Déclinés sous diverses formes, nous entendons les fameux slogans « la guerre, c'est la paix », « l'ignorance c'est la force », comme dans le monde totalitaire du 1984 de George Orwell, et qui entretiennent désormais une banale confusion dans la plupart des grands médias. Nous ne parlons pas ici en tant que « spécialistes » de quoi que ce soit, tout juste comme des citoyens revendiquant avoir un cerveau, une sensibilité, et le droit de s'en servir. Nous nous élevons contre une certaine façon de raconter le monde, l'économie, la politique, l'histoire, les arts, les philosophies, et nous sommes encouragés dans ce sens par des milliers d'autres gestes montrant qu'une insurrection a commencé dans les consciences de nos contemporains, en de multiples points de la planète. Avec ce texte, nous cherchons les contours d'un « nous », de citoyens différents par leur âge, leur sexe, leur parcours, mais qui tous contestent que l'individualisme est le seul recours face aux problèmes collectifs qui nous sont posés.

Pour dire un peu d'où nous parlons, nous sommes de ceux qui, depuis des années, militent pour que tombent les barrières sectaires qui divisent ubuesquement la gauche. Nous visons à ce qu'apparaisse, collectivement défini, lisible par le plus grand nombre, ce qui relève de

l'intérêt général, ici et maintenant, dans le contexte de cette ineffable mais bien réelle « mondialisation ».

Si nous estimons que le moment est historique, nous pensons aussi qu'à moins d'un sursaut intellectuel et politique inédit, les élections de 2007 risquent de provoquer un énième malentendu entre gouvernants et gouvernés, et de laisser les élus politiques continuer à prétendre guérir les symptômes sans s'attacher sérieusement aux causes.

Par ailleurs nous sommes sans doute politiquement suspects, puisque nous avons pu lier des affinités avec des individus issus de (presque) toutes les appartenances politiques qui se réclament plus ou moins clairement de la gauche : à la LCR, chez les anarcho-syndicalistes, au Parti communiste, chez les Verts, mais aussi au Parti socialiste et, bien sûr, dans une longue série d'associations, à Attac comme à Greenpeace, chez Artisans du Monde, à Droits devant comme à Amnesty international...

Aujourd'hui, regardant vers le futur, nous nous demandons comme beaucoup : le modèle de société dominant, capitaliste et ultra-productiviste est-il « aménageable », ou est-il nécessaire et possible de changer plus nettement de cap ?

Les innombrables conflits armés qui se poursuivent à travers le monde ne nous font pas oublier la guerre silencieuse, économique, qui laisse mourir plus de quinze mille personnes chaque jour, du simple fait qu'ils n'ont pas accès à l'eau potable ; qui laisse près d'un milliard d'individus dans la malnutrition lorsque nos économies hyperproductives permettraient de nourrir très largement l'ensemble des habitants de la Terre ; qui laisse en Afrique trente millions de personnes atteintes par le virus du sida sans aucun traitement pour préserver les intérêts des actionnaires de l'industrie pharmaceutique. Gagner quelques décimales de croissance semble toujours préoccuper plus nos dirigeants que de s'affronter à de véritables conquêtes humaines. Sont-elles pourtant plus impensables, matériellement parlant, que les moyens impliqués à une certaine époque pour que des hommes marchent sur la Lune, plus inimaginables, que les centaines de milliards engloutis chaque année pour acheter des armes ?

Contre les diverses formes d'impuissances sociales suppose des combats de toutes sortes, des plus locaux et quotidiens aux plus internationaux et structurels. Cela suppose des individus qui s'organisent, établissent des rapports de force, se « synchronisent » pour obtenir gain de cause, à partir d'une série d'analyses communes. Cela signifie une offensive considérable, et pourtant immatérielle, qui vise à une victoire au plan des idées et des « valeurs ». C'est l'invention de « logiciels » donnant de nouvelles lignes directrices à l'action politique. C'est trouver le minimum d'accords qui permettent le passage d'une constellation de regroupements minoritaires à un *ralliement des consciences*, autrement dit, à une majorité permettant de faire basculer les choses.

En ce sens, ne pas sous-estimer les enjeux éminemment pratiques des prochaines échéances électorales françaises, c'est aussi prendre en considération un pari beaucoup plus large : rien de moins que l'usage d'un *vocabulaire crédible* sur les ruines de la novlangue capitaliste, en ayant dressé une liste de priorités humaines au-dessus des indices du CAC 40, du taux d'audience de TF1, ou du respect de la « concurrence libre et non faussée ».

En France (comme ailleurs), l'électoratisme à court terme tend à masquer des processus internationaux essentiels, avec le renfort de mass-medias qui n'ont pas plus pris en considération les leçons du processus des Forum sociaux commencé à Porto Alegre en 2001, que celles qui peuvent être tirées du vote français du 29 mai 2005.

Même si elle n'est encore qu'au stade des prémisses, la course à la présidentielle par ce qu'elle suppose de tactique, de stratégie à court terme et d'efficacité immédiate, a déjà commencé à éclipser un certain nombre de questions de fond. En insistant sur la « division de la gauche », la plupart des grands médias nous montrent une énième peinture de politiciens préoccupés par leur propre pouvoir personnel, et presque jamais sur ce qu'ils incarnent, pour qui et au nom de quoi ils parlent.

Commentaire : Prémices et non prémisses.

La façon dont sont posées les « grandes questions » (plus ou moins de sécurité, plus ou moins d'impôts, plus ou moins d'Europe, plus ou moins d'immigration, plus ou moins de respect des critères de Maastricht, plus ou moins d'Airbus vendus...) masque un moment historique où des millions d'êtres humains ont pourtant commencé, planétairement, une offensive radicale contre le système économico-policié imposé par la fraction la plus riche de l'humanité.

Commentaire : Pourquoi « sur » ?

Dans les grands médias, on lit que « le mouvement altermondialiste s'essouffle », quand vraisemblablement, au niveau international, jamais depuis trente ans, le capitalisme n'a été aussi profondément contesté pour la culture et les pratiques économiques qu'il suppose et impose.

Malgré toutes les tentatives de disqualification, ce qui a été attaqué, avec l'essor du mouvement altermondialiste, c'est une vision de l'humain, de l'économie, de la politique, c'est une certaine « culture » de l'ultra compétition de tous contre tous. Radicalement mis en cause également, les modes dominants de narration, une presse presque intégralement propriété des multinationales, l'omnipotence des publicitaires et des annonceurs dans les médias¹. Ce qui a commencé à être mis en avant, *internationalement*, c'est que d'autres pratiques sociales et culturelles sont assurément possibles, si l'on ose remettre en cause *l'économisme* qui domine idéologiquement depuis une trentaine d'années. Cette bataille des idées et des pratiques, cette contestation de l'idéologie économiste dominante, cette valorisation d'autres pratiques d'information, malgré « l'essoufflement » décrit par certains, ne sont pourtant peut-être pas résumables à un « effet de mode » passager... En 2001 émergeait le premier Forum social mondial à Porto Alegre.

Cinq ans plus tard, sous des formes locales, nationales, continentales, plusieurs milliers forums sociaux prolongent la logique d'échanges, de transmissions des savoirs et des pratiques, continuent de réunir syndicalistes, militants associatifs, élus politiques, journalistes, chercheurs, universitaires, artistes, paysans... Le processus des forums sociaux nous paraît signifier une réalité autrement dérangeante que le slogan « un autre monde est possible » dont beaucoup ont relevé la naïveté : en réalité, il est plutôt l'affirmation qu'*une autre médiatisation est en marche*².

¹ A rapprocher du fameux proverbe africain: « Tant que les lions n'auront pas leurs propres historiens, les histoires de chasse se termineront toujours à la gloire des chasseurs. »

² Si on forge le néologisme « médiatiser », on le définira comme « l'acte de faire circuler les connaissances, les cultures et les informations ». Les forums sociaux ont apporté la preuve que c'était possible, de façon à la fois socialement exigeante et désirable, sans dépendre directement des multinationales propriétaires des grands titres de presse, des empires de l'audiovisuel et de l'édition.

En France, sans être de ceux qui attendent l'homme ou la femme providentiels, nous pensons qu'avec cette élection présidentielle de 2007 va s'ouvrir une période où, comme celle qui précéda le 29 mai 2005, des millions d'individus vont chercher à s'informer sur l'état du pays et ses liens avec le monde. Nous pensons qu'à cette occasion il est possible de rendre autrement *lisibles* les causes des crises locales et mondiales que nous vivons, cela en continuant de multiplier les lieux d'information et de débat public³. Du domaine du possible aussi, la libération d'un *imaginaire* et d'une *prospectivité* politiques pour les quinze ou vingt prochaines années, en lieu et place du très court terme imposé par l'essentiel des grands médias. Si une grande bataille a été gagnée dans la période précédant le 29 mai 2005, c'est bien l'appropriation du débat par un très grand nombre d'individus malgré de puissantes tentatives de l'enterrer, à partir d'un projet de traité présenté, y compris par ses défenseurs, comme illisible.

De la « gauche » française, et de sa propre capacité à « mal nommer les choses »

La question d'une coalition avec ou sans le Parti socialiste divise l'ensemble de la gauche, y compris le mouvement altermondialiste et ceux qui souhaitent constituer une « gauche unitaire » dans l'élan de la victoire du non au référendum de 2005. Beaucoup estiment que les principaux représentants de cette formation politique épousent tout simplement la vision du monde des plus nantis, vision de ceux qui profitent du système, qui ne savent pas ou plus ce que signifie *subir* ce système, le vivre dans toute sa violence physique et symbolique. Une vision du monde et de l'humain qui s'accommode de la course capitaliste (jugée indépassable) et se trouve baptisée « sociale-libérale » par ses contempteurs. Sans oublier tous ceux et toutes celles qui ne désespèrent pas de donner un contenu consistant à l'idée socialiste, il nous paraît à nous aussi impossible d'engager un quelconque projet de société avec ce parti dans l'état actuel de sa majorité.

Pourtant, à l'heure où nous rejoignons les convergences vers un « rassemblement unitaire à gauche du PS » (c'est-à-dire, à l'heure actuelle, à gauche tout court) nous voulons dire ici pourquoi nous contestons radicalement l'idée que ce rassemblement doive être qualifié d'« antilibéral ». Une gauche se qualifiant elle-même « d'antilibérale » nous paraît comporter un piège symbolique considérable. Quant à l'usage de plus en plus fréquent, de façon implicite et péjorative, du terme « social-libéral », il nous paraît apporter plus de confusions et d'impasses qu'une véritable perspective de dépassement du système réellement existant.

Certains diront : peu importent les mots, nous savons très bien ce que nous désignons comme réalités lorsque nous parlons et dénonçons des politiques « sociales-libérales », et la population aussi, dans sa grande majorité. Nous pensons exactement le contraire. A rester dans le domaine de l'implicite, à croire que certaines bases sont acquises, nous laissons opérer un colossal détournement de sens qui touche l'essentiel du langage politique : celui-là même qui conduit à nommer « libéraux » des gens particulièrement autoritaires, et « anti libéraux » des mouvements qui travaillent à libérer la majorité planétaire de diverses aliénations et dominations. Ces confusions sur les termes et leur origine historique conduisent fréquemment (au-delà même des querelles d'appareils) à ce qu'entre individus qui s'entendent plutôt bien sur l'essentiel, nous ne nous comprenons pas, et ne savons pas comment envisager *ensemble* une contre-offensive à la fois intellectuelle et incarnée : des idées, et les actes qui leur donnent sens.

³ Des forums sociaux aux universités populaires, la réémergence de diverses formes d'assemblées s'inspirant de l'agora grec qui est un des indices d'un nouveau rapport aux connaissances et aux informations.

Pardonnez-nous cette profession de foi : il nous semble qu'à moins de nous situer au sein d'un mouvement *émancipateur*, à moins de placer les exigences de justice et de liberté côte à côte, nous risquons fort d'accoucher d'une énième gauche radicalement... sclérosée, sans rayonnement ni conséquence. Libertaires, égalitaires, fraternitaires ? Chicche ! Pas « antilibéraux ».

Parce qu'en cette période historique, nous n'avons pas en face de nous quoi que ce soit de véritablement « libéral »⁴. Sinon au sens économique le plus étriqué du terme, et en oubliant tout ce qu'ont été les combats pour les libertés politiques. Ne s'agit-il pas, avant toute chose, de sortir de l'économisme ravageur que nous imposent les dominants ? Comment pourrait-on le faire, si nous leur emboîtons le pas en imaginant que l'acception économique du terme « libéral » sera le seul et unique sens entendu par nos concitoyens ?

L'histoire d'un mot étant celle des forces sociales qui s'en emparent, nous éviterons ce langage « anti libéral » qui ne veut rien dire en soi, ne désigne même plus correctement l'ennemi, et donne à ceux qui l'emploient la fallacieuse réputation de nostalgiques d'un ordre perdu. Dans le système réellement existant, nous sommes confrontés à une nouvelle catégorie de dominants, qui méritent beaucoup plus la dénomination de *capitalistes autoritaires* ou de *fondamentalistes marchands* que de « libéraux ». Leurs représentants français travaillent de fait à « réformer » la devise républicaine, avec plusieurs assortiments possibles : « productivité, compétitivité, sécurité », qui sert déjà formidablement en sous-main ; mais aussi le vivace « travail, famille, patrie », dont les actions sont en hausse à la bourse des valeurs. « Immigration choisie, grand capital décomplexé, coordination des nantis » : une troisième variante possible. Rien de très « libéral »⁵.

D'où viennent les efforts entrepris pour rassembler une « gauche antilibérale »... ? D'où vient l'usage de ce terme en dehors du cercle étroitement économique, en dehors de ceux qui connaissent les thèses de Parretti, de Ricardo, des « néo-classiques » ou des « keynésiens » ? Au cours des années 1990, le sous-commandant Marcos, le Monde diplomatique puis Attac et bien d'autres, ont contribué à populariser cette idée d'un « front antilibéral », en attaquant ceux qui s'étaient réclamés explicitement, comme Giscard et d'autres, du « néolibéralisme ».

Lorsque l'usage du mot « néolibéralisme » a commencé à sortir de la sphère des spécialistes, c'était en effet pour permettre de sortir intelligemment des rhétoriques « anti-capitalistes » qui rappelaient le comité central d'une certaine époque. C'était pour désigner *l'ennemi* après la Chute du Mur de Berlin, où l'on n'osait plus attaquer le système en l'appelant par son nom, *capitaliste*, sous peine d'apparaître comme un défenseur des Jaruzelski, Brejnev et autres Ceausescu.

C'était une sorte de ruse sémantique-médiatique, qui a contribué avec succès à structurer une certaine pensée critique contre la mondialisation capitaliste. Aujourd'hui, au contraire, se dévoile une impasse qui se trouve dans ce que risque de soulever une gauche qui se baptise elle-même « anti libérale » : des soupçons et des confusions. *Soupçons*, que des conceptions

⁴ Il faut reprendre, d'Adam Smith à Friedrich von Hayek, de Milton Friedman à Valéry Giscard d'Estaing ou Alain Madelin, l'histoire de tous ceux qui se sont réclamés du « libéralisme », pour voir que leur rejet de l'Etat comme instrument de régulation économique était systématiquement accompagné de l'exigence d'un renforcement de l'Etat prison et de l'Etat garnison, ce qui constituait l'appropriation abusive de l'idée de liberté rabattue sur l'idée de la liberté d'exploiter à sa guise, de la liberté des dominants de dominer un peu plus.

⁵ Lire à ce propos l'article de Mathieu Potte-Bonneville dans Libération, 3 juillet 2006.

Commentaire : Ne peut-on envisager d'appeler ce capitalisme un féodalisme ploutocratique ? On pourrait développer l'idée que nous entrons dans un système féodal mondialisé dirigé par une association de ploutocrates (décideurs économiques...) ; cette « gouvernance » mondiale n'est pas démocratique et il importe de signifier explicitement que le nouveau capitalisme que nous vivons aujourd'hui n'a pas besoin de la démocratie pour croître et se développer. Les vassaux sont aisés à trouver, le clergé et le tiers-état aussi (même si, comme sous l'ancien régime, ce dernier se partage en groupes aux capacités économiques très différentes).

« autoritaires de gauche » (avec l'histoire accablante du XX^e siècle) vont tenter une nouvelle fois de s'imposer et que cela dessine le projet d'une fausse gauche cherchant à se glisser dans les habits d'une vraie droite. *Confusions* parce que ce que nous vivons aujourd'hui ressemble de moins en moins à un système « républicain » ou « social-démocrate », et de plus en plus à un *capitalisme autoritaire*, hyper productiviste et dévastateur de l'écosystème : la guerre économique ambiante est vendue comme un phénomène naturel par la majorité des élites ; l'humain est mis au service de l'économie sans que jamais affleure sérieusement dans les principaux médias que l'inverse serait une exigence éthique élémentaire. Là encore, rien de « libéral », sinon pour désigner « la liberté sans frein pour les riches qui doivent pouvoir exploiter hommes et nature comme bon leur semble ». Dans les pays riches comme dans les pays pauvres s'accroît le nombre d'individus classés « inutiles », et le malheur humain alimente le renforcement d'une conception policière des sociétés. Le tout dans un monde occidental... qui n'a jamais été aussi riche et productif !

Ceux qui partagent ces constats et s'engagent politiquement pour modifier la donne en profondeur ne pourront pas longtemps se satisfaire d'une bannière « anti libérale » : cela soulève du malentendu et de la négativité là où de très nombreux citoyens-électeurs attendent des énoncés clairs (et non simplistes) et de *l'horizon*, dans un monde qui s'efforce de le réduire, voire de le détruire en permanence.

De même que nous avons dû contester l'appellation d'« anti mondialistes » (qui nous rendait soupçonnables d'être d'obscurs nationalistes), nous refusons le qualificatif « anti libéral » parce qu'il nous empêche de considérer ce que nos combats pourraient avoir de *libérant*.

Réguler les flux financiers, conquérir le droit à la souveraineté alimentaire ? Au nom d'une *émancipation* de ceux qui subissent le système. Pour un dépassement progressif du capitalisme, c'est-à-dire de l'obsession pathologique du profit, pour une autre conception de la richesse plaçant l'humain au centre des enjeux économiques et politiques, pour une sortie de l'ère de l'ultra concurrence et de l'ultra productivisme qui ruine les petits paysans, les sols et les nappes phréatiques ? Au nom d'une liberté supérieure, d'une qualité d'existence supérieure, au nom de nouvelles émancipations des collectivités humaines. Pas des forces « anti-libérales ».

Nous sommes vraisemblablement à la fin d'un cycle, et au début d'un autre. Un cycle qui coïncide avec une nouvelle soif de sens, c'est-à-dire l'envers de l'absurde, l'envers de l'ignorance, l'envers de l'insensé, l'envers de l'inhumain. Le vocabulaire politique contemporain, qui exige, pour renouer avec le sens, d'être réinvesti de bout en bout, est un des signes de cette fin de cycle.

L'épuisement du vocabulaire est un signe d'épuisement de l'imaginaire en politique. Épuisement que nous croyons tout à fait momentané mais qui est le symptôme probable du passage d'une ère à une autre. Or, c'est peu dire que ce virage suscite encore une peur exceptionnelle : peur populaire, aiguisée chaque jour par le lot de catastrophes technologiques, de licenciements, de *faits-divers*⁶ que vendent chaque jour les grands médias ; peur des représentants politiques d'effrayer le citoyen par des propos qui pourraient paraître « extrémistes », ou, dans beaucoup de cas, risquer de déplaire aux oligarchies qui leur ont souvent permis d'obtenir leurs mandats.

⁶ On ne dira jamais assez combien les « faits-divers » du Journal télévisé, principale source d'information pour une grande majorité de nos contemporains, auront joué, suivant l'expression de Pierre Bourdieu, un rôle massif de « diversion », doublé d'une incitation à la peur, au repli sécuritaire, à la généralisation de la télésurveillance.

L'expression « pour un vrai changement », ou « pour que ça change vraiment », inscrite, sous différentes déclinaisons, sur le moindre tract électoral, ne nous fait-il pas penser aussitôt qu'un parfait statu quo est le résultat le plus probable de telles volontés de « changements » ? Qui osera, par exemple, remettre en cause le productivisme dominant, responsable d'un mal vivre de plus en plus criant, de la relégation d'une frange de plus en plus massive de la population, et du sabotage accéléré de la planète ? Qui osera engager un programme politique remettant en cause la dimension centrale de la « croissance » et de l'accroissement du PNB ? Comment envisager ces bouleversements sans prendre en considération la révolution à la fois culturelle, technologique et économique que cela suppose ?

On a vu les « émotions » soulevées dans le patronat par la réforme des 35 heures, qu'en sera-t-il lorsque nous devrons envisager le virage permettant de ne pas se ruer dans les catastrophes annoncées ?

Partant de ce hiatus considérable soulevé selon nous par l'expression « gauche anti libérale », nous avons conçu cette lettre à partir d'une liste de mots qui nous paraissent tout aussi exemplairement piégés, autrement dit, d'où émerge brouillage, non-sens, perversion du langage⁷. La capacité de certaines élites à avoir travesti de merveilleuses utopies en se réclamant d'elles et en s'adonnant à des pratiques qui les nient est souvent consternante. C'est dans l'espoir que d'autres viendront préciser, étayer, redonner sens à ces termes, que nous avons rédigé cette contribution aux débats à venir.

Pour que la politique soit un peu plus l'affaire de visionnaires que de gestionnaires

En face d'une vision du monde où la délinquance semble s'être abattue sur nous comme une nuée de sauterelles (ne surtout pas parler des causes, cela pourrait donner l'air de chercher des circonstances atténuantes), en face du scandale médiatique qui a transformé Nicolas Sarkozy en barycentre du feuilleton politique quotidien, il y a pourtant place pour une vision internationaliste et post-productiviste.

Il y a place pour un mouvement d'idées et de pratiques sociales où l'un des enjeux essentiels est l'amélioration qualitative des conditions d'existence, et non la frénésie de la création d'« emplois » sans se préoccuper de savoir si ceux-ci vident les cerveaux et détruisent la planète. Il y a place pour des mentalités grâce auxquelles la justice n'est pas le privilège de ceux qui peuvent s'offrir les meilleurs avocats, mais un enjeu quotidien de bien-être collectif. Il y a place pour une économie où il s'agit prioritairement de s'accorder sur un certain nombre de règles internationales et non sur la poursuite éhontée d'un « libre-échange » (en réalité, le maquillage sous ce terme de la liberté de prédation et d'asservissement) qui finit de dépouiller les plus pauvres, de fabriquer des « inutiles » et autres invendables à une échelle planétaire.

⁷ Dans « *LQR, la propagande du quotidien* » (ed. Raisons d'agir), Eric Hazan s'attache à identifier et décrypter l'invention et l'usage d'une nouvelle langue, la LQR (pour *Lingua Quintae Respublicae*), « arme post-moderne, bien adaptée aux conditions « démocratiques », où il ne s'agit plus de l'emporter dans la guerre civile mais d'escamoter le conflit, de le rendre invisible et inaudible. » Nous pensons que la novlangue du capitalisme contemporain n'est pas seule en cause et que le hiatus s'étend bien au delà du brouillage contenu dans des termes comme « transparence », « réforme », « crise » et autres « croissance ». C'est principalement *l'écart entre les mots et les pratiques de ceux qui les utilisent* qui font que presque tous les mots, « art », « culture », « philosophie », « science », « fraternité », « critique », « valeur », « puissance », « pouvoir », « hédonisme », « utopie », « droits », « devoirs », « hospitalité » peuvent devenir des usurpations, des absurdités ou, au contraire, des outils de connaissance et des sources de sens.

Face à cette impression que les mots du vocabulaire politique sonnent le plus souvent creux, qu'ils « noient le poisson », voire qu'ils désignent le contraire de ce qu'ils nomment dans la bouche de qui les utilise, face à cette hypothèse que l'épuisement du vocabulaire est l'épuisement de l'imaginaire d'une certaine génération de politiciens, comment s'organiser, par où commencer ?

Il nous semble qu'il y a un début de réponse à travers l'ambition d'un large et collectif travail de *redéfinition* avec tous ceux et celles qui :

- constatent comme nous les impasses où nous sommes engagés, et la réponse guerrière à des problèmes humains criminellement imposée par les dirigeants des pays les plus puissants ;
- constatent qu'on ne peut faire aboutir aucune action collective sans que celle-ci coïncide avec une pensée renouvelée de la démocratie, aux niveaux à la fois local, national et international, sans une remise en cause en profondeur des principes qui guident l'économie, sans un minimum de références communes définissant des priorités humaines et, ainsi, un certain nombre de bases civilisationnelles⁸.

Pas de travail politique d'envergure possible sans un minimum d'entente sur les mots pour dire ces priorités.

Derrière l'aspect composite et protéiforme des mouvements sociaux, il existe un certain nombre d'accords à minima entre les altermondialistes du monde entier : contre la dette des pays du Sud, pour le droit de ces pays aux médicaments génériques, pour le droit à l'eau potable, pour le droit à l'autosuffisance alimentaire, pour une véritable régulation du commerce international, pour la solidarité envers les populations déplacées et les sans-papiers, contre l'omnipotence de la Bourse et des multinationales, etc. Cela n'est jamais dit, mais si ces priorités ont émergé comme une base commune de revendications, c'est après un long travail d'échanges et des milliers d'expertises conduites par des individus et des groupes exigeants depuis des décennies.

Quels résultats provoquerait un candidat à la présidentielle qui, en lieu et place du « défenseur des intérêts français », affronterait ces enjeux comme des priorités humaines, comme les enjeux de notre propre décence, comme la capacité de donner à un pays comme la France des objectifs dignes de ce nom, engagerait des dynamiques inédites au niveau international ? Que donnerait un pays riche préoccupé par un régime d'échanges et d'enrichissements mutuels avec les pays pauvres, et non d'une charité dominatrice ? Que donnerait un pays qui, cessant l'exemplarité crasse de pays riches tous tétanisés dans leurs peurs et égoïsmes, se livrerait à des objectifs humains donnant des motifs d'espérance et d'utilité tant à ses propres jeunes qu'aux millions de laissés-pour-compte des pays du Sud ?

⁸ Ces bases existent, dans un certain nombre de textes fondateurs, tel, au niveau international, le corps de doctrines des organisations de la famille des Nations unies. Mais ces fondations sont à la fois difficilement lisibles, manquant de légitimité, ainsi que de vrais moyens d'application. Ces institutions sont par ailleurs encore notoirement sous la coupe des pays occidentaux, le fonctionnement à plusieurs vitesses du Conseil de sécurité en étant un des indices les plus flagrants.

Certains se demanderont aussitôt: quel(le) inconscient(e) pourrait bien s'engager de la sorte, sans décréter aussitôt lui-même sa mort politique ? Voilà bien un des dilemmes contemporains : pas de vision ni d'imaginaire, et il y a une forme d'échec annoncé (tout au moins à gauche) ; une vision et un projet à la hauteur des enjeux planétaires, et on annoncera partout que vous êtes un illuminé irresponsable...

Cela explique peut-être en partie pourquoi ce qu'il reste de gauche semble si tétanisé (et divisé), jusqu'ici incapable de proposer un autre souffle, une autre vision, d'autres émancipations. Sans compter la référence systématique au siècle passé : « Vous voulez faire le bien de l'humanité, vous allez produire une nouvelle forme de stalinisme, ou tout simplement de mitterrandisme, et vous allez vous rompre les os contre le mur des réalités économiques. » Vous l'aurez compris, c'est notamment pour dépasser ce genre de réflexion invitant à renoncer à toute audace, que nous écrivons ces lignes. Nous n'avons ni recette ni programme clef en main, mais si, en plus des dynamiques existantes, ces quelques paragraphes suscitent desirs de rencontre, ou accompagnent des groupes de travail ici et là, nous n'aurons pas tout perdu !

Dans le contexte d'un monde contemporain saturé d'informations et de productions en tous genres⁹, il y a une profonde nécessité de vulgarisation et de synthèse. Le tri est pour les professionnels de l'information, un travail à temps plein. Pour quiconque observe que les mots sont connotés d'une infinité de façons suivant l'infinité des subjectivités, comment retrouver un tant soit peu une langue commune qui échappe à la malédiction de la tour de Babel, où plus personne ne s'entend, où l'engagement peut encore prendre un sens collectif ? Les grands héritages émancipateurs de la pensée politique et philosophique sont disséminés, noyés dans un flux torrentiel de données hétérogènes, et cette profusion même nous évoque la formule de Baudelaire : « Dieu préserve ceux qu'il chérit des lectures inutiles ».

Commentaire : Référence ?

Si nous pensons nécessaire et possible de l'emporter sur le terrain du combat d'idées, il nous faut tout à la fois respecter les différentes natures des pensées humaines, sans renoncer à un minimum de terrains d'entente. Il nous faut apporter la preuve qu'il existe au moins un projet tout à la fois plus juste, plus respectueux des libertés, plus joyeux et plus désirable que la mondialisation des précarités promise par le productivisme ordinaire et la réification de l'humain. En cela, nous avons besoin d'un processus de vulgarisation politique (au meilleur sens du terme) en lieu et place des plages d'abrutissement télévisuel. C'est un combat qui demande un long travail de re-unions, de re-définitions, de re-fondations. Nous appelons les historiens, les politologues, les sociologues, les philosophes, les artistes et autres conteurs des sciences à se réunir pour dire sur des bases rigoureuses de quoi pourrait être faite cette synthèse et cette vulgarisation. C'est l'utopie d'un minimum de conscience partagée sur ce qui fait à la fois un certain héritage de la pensée humaine et sur les priorités que nous pouvons nous donner en tant que citoyens d'une même planète.

Comment contrecarrer l'omnipotence des messages publicitaires qui vantent le fait de pouvoir « payer le moins cher possible » lorsque cela coïncide avec une régression sociale généralisée, la pression maximale exercée sur toute la chaîne de production, des salaires des travailleurs occidentaux jusqu'au prix des matières premières payé aux paysans des pays les plus pauvres de la planète ?

⁹ On dénombre dans le monde quelque 100 000 publications scientifiques par jour.

Comment permettre aux centaines de milliers de petites et moyennes entreprises de faire vivre on ne peut plus correctement un pays comme la France sans avoir besoin des hypermarchés ? Comment les artistes, enseignants, philosophes et autres jardiniers peuvent-ils être considérés d'abord comme des richesses pour le monde et non des coûts pesant sur les finances de la Nation ? (On ne parle pas des égotiques fascinés par le m'as-tu-vu-isme ambiant sur l'air lancinant du « moi, moi et moi », mais des millions de créateurs de sens, de formes, de goûts, de liens, d'intelligences partagées.)

Comment faire passer au second plan les considérations sur l'augmentation d'un demi-point de croissance, et au premier l'accès à l'eau potable pour les 1 milliard 400 millions d'humains qui en sont privés ?

Comment passer, sous les latitudes occidentales, d'une société qui était, hier encore, d'abord et avant tout soucieuse de quantitatif (objectif qui demeure premier pour les quatre cinquièmes de l'humanité) à une société où les objectifs vont devenir de plus en plus « qualitatifs » ?

Comment permettre à chacun de se trouver une place dans la société lorsqu'on aura de moins en moins besoin d'individus pour fabriquer des frigidaires, des voitures, des avions ou des téléviseurs ?

Comment concilier les enjeux d'utilité sociale et de réalisation personnelle ?

Comment faire pour que le collectif ne signifie pas l'extinction des personnalités et de l'épanouissement individuel, que la société ne soit pas assimilable au contrôle et à la prison, mais à un gain de liberté ?

Comment sortir des violences générées par le capitalisme et les divers fondamentalismes qui lui sont complémentaires ?

Commentaire : Cette affirmation correspond-elle à une réalité ou à une prévision ancienne révolue, maintenant que, avec la mondialisation telle qu'elle a pris forme, on peut constater que le coût de la main-d'œuvre (dans le tiers-monde) est inférieure à l'automatisation ?

Res publica

Nous pouvons déjà voir quelques éléments essentiels émerger dans les discussions à venir, comme des sortes de bases pour une plate-forme commune de réflexions et d'actions. Tout d'abord, peut-être en guise de degré zéro de la discussion, l'héritage de la République qui depuis les Grecs, reste considérable sur le plan d'un inventaire des modèles politiques, indépendamment des mésaventures qui sont arrivés à l'idée républicaine. On voit bien que selon qu'elle sert à désigner les réalités politiques à l'époque de Platon qui s'accommodait de l'existence simultanée de citoyens et d'esclaves, qu'elle décrive les combats des Républicains espagnols en 1936, qu'elle serve à nommer feu le Rassemblement Pour la République de Jacques Chirac¹⁰, ou encore le Parti Républicain de George Bush, le mot désignera à peu près tout et son contraire.

Commentaire : Il conviendrait de faire une place, dans cette lettre aux électeurs, à l'appel pour une république une et indivisible (pour une assemblée constituante souveraine, etc.), signé par de nombreux élus et qui donnera lieu à une manifestation nationale à Paris le 18 novembre 2006. C'est là un mouvement qui peut servir de levier politique dans le cadre d'une reconquête de la démocratie par le peuple. (Cf. <http://www.republiqueuneetindivisible.com/>)

Autour de l'usage contemporain du terme de République (de *res publica*, la « chose publique »), se nichent des confusions inouïes. L'idée que certaines choses appartiennent à tout le monde s'est peu à peu perdue, au fur et à mesure que les socio-démocrates les plus insoupçonnables ont réclamé ou validé les privatisations sans sembler gênés de répondre directement aux appétits des géants financiers, industriels et médiatiques de la planète. Faisant cela, ils ne défendaient plus la « chose publique », le « trésor public », « l'intérêt public » dont nous leur avons momentanément confié la responsabilité, ils les ont vendu aux plus offrants, privilégiant de fait des intérêts très particuliers.

¹⁰ On peut rendre grâce à l'actuelle majorité d'avoir certes phagocyté le terme « populaire » sur l'actuel drapeau de l'UMP mais d'avoir rendu la notion de République aux citoyens qui voudraient en faire un usage moins scélérat que le RPR.

C'est à ces intérêts marchands et à eux avant tout que profitent les privatisations des services tels France télécom, EDF-GDF et leurs équivalents partout en Europe et sur la planète. C'est pour eux et pour eux d'abord que sont conçues et appliquées les lois qui permettent ces privatisations, au niveau de l'OMC ou de certaines directives européennes⁸. Faisant cela, les élus ont partiellement, mais de plus en plus fréquemment, renoncé à la fonction première des services publics : concrétiser un accès factuel des citoyens aux droits fondamentaux. Ainsi, les perspectives de privatisation de l'enseignement public et de la santé publique, gisements de profits considérables pour les détenteurs de capitaux, sont aussi la perspective que ces droits conquis de haute lutte deviennent purement formels.

On peut ajouter que l'argument selon lequel le consommateur bénéficie, à travers la privatisation et la mise en concurrence, de produits de « moins en moins chers » est dans beaucoup de cas un mensonge pur et simple⁹.

Développement durable, commerce équitable, des idées récupérées sans doute pas irrécupérables

Développement durable ? Au départ c'était une exigence humaine assez basique, au cœur du rapport Brundtland (1987) : il faut lier les exigences de préservation de l'écosystème avec les exigences de développement social, sans quoi l'écologie demeure une préoccupation de nantis expliquant à ceux qui n'ont aucune autre ressource que « ce n'est pas bien de couper du bois pour faire du feu ». Inversement, pas de développement social si c'est pour créer une planète inhabitable. Certes, le constat peut paraître aujourd'hui assez élémentaire. Mais le développement durable, c'était aussi, à un niveau international (172 gouvernements étaient représentés au Sommet de la terre à Rio Janeiro, en 1992), la remise en cause du modèle économique productiviste occidental, ce n'était donc pas tout à fait rien.

Le « développement durable », dans bien des cas, est aussi devenu un instrument de marketing repeignant en vert les publicités pour les plus gros pollueurs de la planète, fabricants de bagnoles et de produits chimiques en tête¹⁰.

Commentaire : Outre la mise en cause de l'OMC, du FMI, etc., il faut insister sur un autre point : il convient d'insister sur le fait que c'est l'Union européenne telle qu'elle s'est construite (avec Maastricht, etc.) qui amène en Europe à cette destruction des services publics, à la construction d'une oligarchie européenne et, avec d'autres instances, mondiale. Ce qui doit nous amener à mettre explicitement en cause dans cette lettre aux électeurs l'Union européenne telle qu'elle s'est construite et donc refuser l'Union européenne comme pouvoir non démocratique au service d'intérêts majoritairement privés entre les mains d'une minorité d'individus.

⁸ Il faut relever ici que ce qu'on appelle abusivement « dérégulation » a coïncidé en réalité, à travers les textes des grandes institutions financières internationales comme la Banque mondiale ou l'Organisation mondiale du commerce, à une « re-régulation », système de règles sévèrement appliquées : ce qui a changé n'est pas la « dissolution des règles » mais ses bénéficiaires et ses hors-la-loi. Dans beaucoup de domaines économiques, l'Etat s'est certes retiré, mais il reste là pour appliquer, si besoin *manu militari*, les nouvelles règles qui donnent toutes latitudes aux pouvoirs privés multinationaux. Dans ce changement des règles du jeu, il n'y a pas eu « anéantissement des règles » mais changement de ceux qu'elles protègent, et de ceux à qui elles profitent.

⁹ Voir l'exemplaire mésaventure de l'eau publique privatisée en Bolivie, le prix de l'eau multiplié par 3 après la privatisation ayant provoqué des émeutes et coûté la vie à dix manifestants à Cochabamba. Pour de plus amples informations sur la question, consulter le site www.agirici.org

¹⁰ Lire par exemple « Développement durable, 21 patrons s'engagent », pour voir comment les PDG d'Arcelor, de TotalfinaElf, ou du groupe Accor ne jurent plus que par le « développement durable », ce qui n'est pas nécessairement mauvais signe, mais la marque d'une frappante hypocrisie.

Quant au *commerce équitable*... Au départ, une idée simple : le commerce n'est pas nécessairement synonyme de prédation ! Là encore, élémentaire mon cher Watson, diront aussitôt les plus blasés, ou les plus convaincus des vertus de l'économie de marché. L'idée qu'on puisse (ré)apprendre progressivement à payer le « juste prix », à savoir ce qui permet aux producteurs de vivre dignement du fruit de leur travail, ne coule pourtant toujours pas de source, c'est le moins qu'on puisse dire. Miser sur la responsabilité du citoyen-consommateur est tout sauf une incantation délirante, pourvu qu'une authentique réflexion/inflexion soit conduite par rapport à la société de consommation elle-même.

Dans le bon sens que peuvent garder les pratiques de « commerce équitable », il y a le pari que l'on parvienne à rompre avec la logique qui voudrait que la chute des cours des matières premières soit une bonne nouvelle pour les consommateurs des pays riches, comme les licenciements font les belles heures des actionnaires. Mais le choix de certains « labels équitables » d'entrer dans les hypermarchés permet aussi aux principaux responsables d'un dérèglement économique et humain profond, d'une faillite progressive des « petits », d'une pression scandaleuse sur l'ensemble de la chaîne de production, d'avoir l'air de nouveaux chevaliers de la justice sociale. Et d'alimenter une confusion sémantique redoutable. Les géants de la distribution ne sont-ils pas ceux qui nous incitent partout, par voie publicitaire, à payer le moins cher possible, et ainsi à peser sur toute la chaîne de production, sur les salaires comme sur les cours des matières premières ? Cela n'empêche pas la problématique d'une « popularisation » des pratiques de commerce équitable. Mais comment rester crédible, comment laisser à ces pratiques toute leur pertinence, si elles servent d'alibi à ceux qui sont les pires offenses à l'idée même de « commerce équitable¹¹ » ?

« Réforme », « Europe », « Écologie »

Mot-clef d'une certaine sociale-démocratie, la « réforme » : ses promoteurs semblent ne pas réaliser ce qu'elle a de mortellement anémié. Nous vivons une incroyable série de révolutions, technologiques, économiques, écologiques, et voici des leaders politiques dits « de gauche » qui montrent que seule une « gestion fidèle du capitalisme » est porteuse de sens et de réalisme pour l'avenir du monde. Il faut relire à ce propos les mots d'un célèbre extrémiste : « Les socialistes qui se sont posés en réformistes ont fini par collaborer au système de valeurs capitalistes et donc à la politique de droite. La collaboration échappe difficilement à son destin, qui est de trahir. » Il s'agit de François Mitterrand, en 1970, dans son livre *Un socialisme du possible*.

Il y a un motif récurrent qui légitime toutes sortes de « réformes » : c'est « l'Europe ». Que représente « l'Europe » désormais, en dehors d'un « marché ouvert » ? Pour retrouver le meilleur de sa substance, il faut revenir sur les intentions à l'origine de l'Union européenne, à savoir des volontés politiques de fédération, d'échanges, de renforcements mutuels, de paix. L'histoire de cette Union est celle d'un ensemble de pays ayant atteint un niveau de développement économique relativement homogène (même s'il faut se souvenir des craintes « d'invasion » de hordes de Portugais et d'Espagnols, brandies dans les années 1980 par une certaine droite) se reliant par un certain nombre d'institutions communes et d'espaces de concertation.

¹¹ Lire sur le sujet Christian Jacquiau, *Les coulisses du commerce équitable*.

L'Europe s'est ainsi édiflée par la création de dizaines de structures de décision communes, (Conseil des ministres, Cour de justice, Commission, Parlement...), par le ralliement progressif d'Etats optant pour un régime politique et économique « à l'européenne », mais aussi par les milliers de passerelles entre les universités, les scientifiques, par la création d'une monnaie commune, par la plus grande facilité de circuler d'un Etat à l'autre. Tout cela continue d'exister, a donné une substance certaine à « l'Europe », quel que soit ce qu'en ont dit les annonciateurs de l'apocalypse en cas de « non au référendum ». Le « non » n'a fait cessé ni le Parlement ni les échanges entre les universités, les chercheurs ou les artistes. Pas plus les différents pays membres n'ont décidé d'en finir avec l'euro ou le Conseil européen : les menaces de destruction de l'Europe étaient sans doute quelque peu exagérées...

Commentaire : Ce qui suit sur l'Europe ne mentionne que trop implicitement le fait que l'Europe est devenue structurellement moins celle de l'auberge espagnole de Klapish, qui existe et nous séduit évidemment, que celle d'un pouvoir oligarchique au service d'intérêts privés, constitution votée ou non : qu'Erasmus ne soit pas l'arbre de la découverte et du partage entre les peuples qui nous cache la forêt d'épines qui attend ces mêmes jeunes une fois sortis du programme européen... Il convient, je pense, d'ôter dans cette lettre aux lecteurs tout ce qu'elle contient encore de vision juvénile (soit dit en toute amitié entre nous et non vertement du tout) d'une Europe d'amour et de « passerelles » (qui existent, certes, certes mais qui ne sont pas l'essentiel) alors que l'Europe telle qu'elle existe est surtout, nous le savons, une Europe de l'argent dominée par une minorité la dirigeant de manière non démocratique (insister là-dessus, qu'en pensez-vous ?).

Beaucoup parmi ceux qui ont voté « oui », soutenaient l'idée qu'il était dans tous les cas positif de continuer de « faire l'Europe » et qu'un projet de Constitution ne pouvait que nous permettre de progresser dans le rapprochement des peuples. S'il s'agit de se rapprocher sur un texte illisible et consacrant la mise sous tutelle du politique par l'économique, nous ne sommes pas sûrs de l'opportunité d'un tel « rapprochement »...

Les partisans du « oui » ajoutaient souvent, comme deuxième argument implacable, l'intérêt d'établir une véritable « Europe puissance » susceptible de s'opposer à l'impérialisme des Etats-Unis¹². Au-delà de cette mystification d'une Constitution renforçant un « contre-pouvoir » face aux Etats-Unis, les avocats du « oui » ont perdu pour une raison assez simple à formuler : les louables motivations politiques pour continuer de « faire l'Europe » ne masquaient que très mal les appétits économiques contenus dans le projet de traité et dans le fonctionnement ordinaire des institutions de Bruxelles.

« Bruxelles compte désormais 15 000 lobbyistes. Le chiffre est avancé par Siim Kallas, commissaire européen chargé des affaires administratives, d'audit, et de fraude. M. Kallas estime que l'activité des lobbies et des 2 600 grands groupes d'intérêt qui disposent de bureaux dans la capitale européenne draine un budget « de 60 à 90 millions d'euros ». C'est beaucoup moins qu'à Washington, où les groupes de pression disposent, chaque année, de quelque 2 milliards de dollars, selon l'estimation de Roberta Baskin, directrice de l'ONG Centre for Public Integrity. »¹³

Un système de valeurs justifiant, même de façon excessivement alambiquée, qu'il est nécessaire de s'habituer aux délocalisations parce que cela correspond aux « dures et justes lois du marché », a été rejeté le 29 mai 2005 par une frange massive de la population française. Celle-ci montrait accessoirement que, malgré la morgue des élites médiatiques et politiques, elle avait un certain niveau d'éducation et qu'il ne fallait pas trop lui vendre de malheur humain en lui expliquant que c'était pour son bien.

¹² Les Etats-Unis ont voulu et financé l'Europe dès la fin de la seconde guerre mondiale et ceux qui détiennent le pouvoir économique des 2 côtés de l'Atlantique ont la plupart du temps des intérêts convergents bien avant de s'opposer sur des questions de nationalités. Quant à « l'Europe puissance », il est plaisant d'imaginer comment une telle Constitution aurait magiquement donné tout le cœur nécessaire aux gouverneurs européens de la Banque centrale pour se lever comme un seul homme et refuser la nomination de Wolfowitz à la tête de la Banque mondiale. Et sur les ailes d'une audace neuve, d'imposer d'un coup la signature des accords de Kyoto à George Bush, ainsi que le traité interdisant l'usage et le commerce des mines anti-personnels !

¹³ Jean-Pierre Stroobants, Le Monde, 29 janvier 2006.

Beaucoup l'ont relevé, ce projet de Traité contenait la volonté d'inscrire dans le marbre constitutionnel le fameux principe de « concurrence libre et non faussée », et cela n'était pas tout à fait anecdotique...

Comme l'ont décrypté ceux et celles qui ont milité pour le « non », c'était bien une nouvelle et considérable tentative, par les intérêts privés dominants, de conquérir un peu plus les mentalités et, avec elles, *l'acceptation collective d'un certain nombre de régressions sociales*, au grand bénéfice des actionnaires. La promiscuité des milieux d'affaires et des responsables (fonctionnaires ou élus) européens ne laisse pas beaucoup place aux porte-parole de ceux qui subissent la violence du régime économique capitaliste. 50 millions de pauvres en Europe, une proportion bien plus grande dans le reste du monde, autant d'êtres de chair et d'os qu'il est facile d'oublier au volant d'une belle voiture, dans les intérieurs capitonnés des institutions de Bruxelles, surtout si l'on fait de l'humain la *variable d'ajustement* au sein de mécaniques économiques définies, elles, comme non modifiables

Pas besoin de recourir au complot : la férocité des appétits économiques libérés, des égoïsmes légitimés, l'idéologie d'un capitalisme « décomplexé » (particulièrement depuis la Chute du mur de Berlin) ont suffi pour orienter les stratégies de lobbies financiers qui savent désormais parfaitement comment faire passer les intérêts privés de quelques-uns en objectifs publics dûment inscrits dans des traités internationaux¹⁴.

Le plus étonnant, c'est peut-être cette capacité schizophrène, au plus haut niveau, à constater d'immenses dégâts humains et écologiques tout en répétant les mêmes recettes lancinantes « compétitivité, croissance, productivité ». Jacques Chirac lui-même, dans une fulgurance, avait eu cette phrase d'anthologie, à Johannesburg, devant un parterre de dirigeants de multinationales et de chefs d'Etat : « Notre maison brûle, et nous regardons ailleurs ». Lorsqu'on s'y arrête, ça va assez loin...

« Pollution » vient d'un vieux mot latin qui pouvait signifier à la fois « viol, souillure et profanation ». Pourtant, malgré la conscience de plus en plus répandue que nos innombrables pollutions représentent le saccage de notre propre « maison », *l'écologie* est également devenu un mot piégé, qui transposé en enjeux politiques, apporte plus de confusions que de gestes significatifs. Plusieurs arguments peuvent dissiper un peu de ce nouveau mystère qui veut qu'au moment où nous avons manifestement plus besoin que jamais d'une écologie politique rigoureuse, forte, structurée, nous assistons à une marginalisation des « partis verts ». Peut-être d'abord, encore une histoire de vision de l'avenir : Henri-Pierre Jeudy¹⁵ décrivait récemment comment une certaine écologie fondée sur le catastrophisme finissait par induire un imaginaire uniquement tissé... de *catastrophes*. Redoutable défi, en effet, pour les Cassandre d'aujourd'hui, que d'avertir sur les risques tout en insistant sur les moyens que nous avons de les éviter.

Il y a de fait une pédagogie des catastrophes qui ne date pas d'hier, qui très souvent a vu l'humanité « progresser » au lendemain de grands désastres.

Il faut pourtant sans doute savoir éviter de relativiser certaines choses : quand, suivant nombre d'expertises, il y a besoin d'un milliard de dollars pour construire un nouveau sarcophage par-dessus la centrale de Tchernobyl, il serait bon que cette question ne soit pas trop longtemps discutée !!

¹⁴ Pour les similitudes frappantes entre AGCS, la directive Bolkestein et le projet de Constitution européenne, voir le site de l'Urfig (Unité de recherche de formation et d'information sur la globalisation) : www.urfig.org

¹⁵ Libération, 24 avril 2006

Plus largement, la question des fondements idéologiques de l'écologie politique n'est pas simple, et suscite encore bien des méfiances chez ceux qui dénoncent les « bobo », « bourgeois bohèmes » soupçonnés de n'être concernés que par leur petit confort et leur propre qualité de vie, sans préoccupation pour la situation sociale de leurs contemporains. Plus loin, au-delà des caricatures inutiles opposant les considérations sociales et les exigences de qualité d'existence, émergent quelques questions de fond : comment ménager la nature sans envoyer aux orties le principe de culture, comment et quoi « préserver » du milieu naturel sans renoncer à tout principe de « progrès », comment respecter toute une série de « traditions » sans systématiquement placer les évolutions technologiques comme l'œuvre d'apprentis-sorciers destructeurs ? Cela suppose parfois un sens du juste milieu qui frise l'équilibre.

Commentaire : Même avec des guillemets, ce propos se situe du côté du progrès en cherchant à ne pas renoncer à tout principe de « progrès », lequel, ici, n'est pas le progrès humain. Il convient de réécrire cette phrase pour se démarquer explicitement du « progrès » technologique, du progrès matériel distinct de l'humain, afin de dire (une nouvelle fois) que le progrès, pour nous, est un progrès humain au service de l'humain, lequel progrès peut être technologique, bien entendu (cf. à nouveau l'automatisation, qui pourrait libérer l'homme, etc.).

Le découplage de la recherche scientifique et technologique de l'obsession du profit dicté par les grandes firmes nous incite pourtant un virage tout aussi vertigineux que de salubrité publique. Qui osera s'y atteler ?

Ici aussi, la sommation cartésienne selon laquelle l'homme doit « devenir maître et possesseur de la nature » doit être non seulement remise en cause, mais nous inviter à une réflexion sur ce qui peut conduire l'humanité à devenir symbiote de l'écosystème et non ce qu'elle est encore pour l'essentiel sur son versant industrialisé : prédatrice et scandaleusement gaspilleuse. Antoine de Saint-Exupéry avait eu, il y a longtemps déjà, cette phrase célèbre : « Nous n'héritons pas la Terre de nos ancêtres, nous l'empruntons à nos enfants. »

Médias : du métier d'informer au sommet de l'absurde

S'il est un mot particulièrement dévoyé, c'est bien celui de *médias*. Un véritable dépassement, une refondation politique coïncidera nécessairement avec leur réinvention de fond en comble, avec la sortie d'une ère où le brouillage des esprits est devenu l'intérêt objectif des marchands d'informations. Brouiller les esprits, telle est la dynamique obtenue, comme si les marchands d'information avaient réussi à donner l'ordre de freiner les prises de conscience quant à leur indéfendable pouvoir, et les non moins indéfendables orientations qu'ils assignent à l'économie mondiale. Mais nul n'est besoin, là encore, de recourir à l'explication par le complot pour comprendre la capacité d'influence des propriétaires de l'information – et de plus en plus largement, de l'industrie culturelle.

L'enjeu de vendre les produits que sont devenus les « informations » a suffi pour conduire ceux qui font profession « d'éclairer l'opinion » à une surenchère permanente, une surinflation de signes et d'images noyant tout débat sérieux sur l'évolution possible du système en profondeur. C'est une forme de « pragmatisme » qui a conduit à transformer « l'info » en cette marée informe « d'actus » et autres événements sélectionnés pour leur caractère spectaculaire : « il faut bien vendre » est devenu de plus en plus fréquemment, « il faut bien produire des infos plus sexy que nos concurrents ». Et à ce jeu, tout le monde y perd : il y a plus de chance de faire de l'audience en révélant le énième crime crapuleux qu'en permettant aux citoyens de déchiffrer, par exemple, *pourquoi* les personnels hospitaliers se sont une nouvelle fois mis en grève...

Sauf à imaginer un milieu journalistique foncièrement atomisé, sans solidarités organisées ni réflexions collectives, on peut poser un certain nombre de questions qui relèvent d'une forme de mystère :

Comment se peut-il, par exemple, qu'il n'y ait pas encore l'équivalent du système des intermittents du spectacle pour les journalistes ? Autrement dit, pourquoi la précarité des journalistes n'est-elle pas, elle aussi, compensée par la prise en compte de leur apport à l'intérêt général ?

Comment se fait-il que, parmi les journalistes, ils soient encore si peu nombreux à contester que les propriétaires des médias soient en même temps marchands d'eau ou de canons ? Comment se fait-il qu'ils ne s'organisent pas contre le fait que leur beau métier (informer) se réduit de plus en plus à une désespérante obsession de vendre, qui par le truchement de la guerre d'audience, va vers le plus veule, le plus quantitatif, le plus morbide, pour ne rien dire de l'excitation de la fibre sécuritaire ?

Comment se fait-il que des collectifs de journalistes ne se manifestent encore avec force pour résister contre cet enlèvement intellectuel où surinformation et désinformation forment les deux faces d'une même pièce de fausse monnaie ?

Comment se fait-il que ces milliers d'individus ne se soient pas mis en grève contre les conditions absurdes faites à l'exercice de leur métier, l'exigence de vitesse, la tyrannie de « l'actu », le règne des papiers vite et mal faits ?

Comment se fait-il que ne soit pas plus visible une autre information, soucieuse de perspective historique, de problématiques approfondies et d'une indépendance des pouvoirs financiers ?

Dans son livre, les *Nouveaux chiens de garde*, Serge Halimi éclaircissait un peu du « mystère » : « Les médias français se proclament “ contre-pouvoir ”. Mais la presse écrite et audiovisuelle est dominée par un journalisme de révérence, par des groupes industriels et financiers, par une pensée de marché, par des réseaux de connivence. Alors, dans un périmètre idéologique minuscule, se multiplient les informations oubliées, les intervenants permanents, les notoriétés indues, les affrontements factices, les services réciproques. Un petit groupe de journalistes omniprésents – et dont le pouvoir est conforté par la loi du silence – impose sa définition de l'information-marchandise à une profession de plus en plus fragilisée par la crainte du chômage. »

Il est clair (c'était une des grandes leçons du 29 mai) que les mass media ne seront plus les seuls à former les opinions, et que leurs prescriptions pèsent assez peu en face d'un peuple qui a pris le temps de s'informer pour de bon.

Un authentique changement politique passera entre autres par une refonte des médias publics, redonnant au service public audiovisuel les objectifs premiers qu'il n'aurait pas dû perdre : non pas capter de l'audience pour satisfaire aux exigences des annonceurs publicitaires et s'aligner sur les recettes du privé, mais rendre effectif le droit à l'information et à la culture, redonner sens à ces formidables outils de connaissance que peuvent être radio et télévision.

Le système éducatif, peut-être le plus gros chantier à mettre en œuvre pour qui imagine la société de demain

Outre une montée indéniable de certaines formes de violence¹⁶ dans toute la société, il est intéressant de se pencher sur le « désir d'ordre » en général, et en particulier dans ce qui est de plus en plus demandé à « l'école ». Tout se passe comme si la société, incapable de gérer l'extrême violence socio-économique qui s'exerce sur les individus, demandait à son école de le faire à sa place. Or derrière le conflit souvent caricatural entre « pédagogos » et « républicains », qui suscite des remous réguliers dans les milieux enseignants, est souvent éludée la fonction même qu'on assigne à l'école dans la société.

On lui demande des « résultats » ; on lui demande de « sélectionner les meilleurs éléments » (et de faire ce qu'elle peut avec les autres) ; on lui demande d'occuper, voire de dresser les enfants ; on lui demande de délivrer des diplômes et d'évaluer les connaissances acquises ; on lui demande de préparer les futurs adultes à « entrer dans le monde du travail ». Secondairement, on lui demande d'éveiller l'esprit critique chez les futurs citoyens. Et tout au bout du parcours, en option, on lui demande de donner au jeune quelques rudiments de philosophie. Il est peut-être alors un peu trop tard... Si n'importe quel parent est capable de dire « sois sage » à un enfant de 3 ou 4 ans, faut-il attendre la fin de la classe de Terminale pour que le système scolaire public songe à le faire réfléchir sur l'idée même de sagesse ? L'école du monde à l'envers utilise aussi l'enseignement public pour nous apprendre à marcher sur la tête.

Par les moyens (entre autres matériels¹⁷) que la société donne à son système éducatif, par le fait que la première demande au second de former d'abord des citoyens, ou au contraire qu'il mette l'accent sur la formation des futurs soldats de la guerre économique, par les valeurs de solidarité et d'entraide qu'elle veut valoriser, ou par la systématisation de la compétition à tous les étages et à tous les âges, on a une idée non pas des errements de l'école en tant que telle, mais d'un certain état de la société elle-même.

Avec l'idée d'un enseignement « tout au long de la vie », c'est l'ensemble du système éducatif qui nous semble devoir être remis en cause, repensé, refondé, lorsqu'on imagine la société de demain. En particulier l'articulation entre la scolarité et ce qu'on appelle « l'entrée dans la vie professionnelle ».

Il paraît urgent de s'attaquer à cette peur, chroniquement entretenue, de la « baisse de niveau » du système scolaire, jamais ou presque mise en relation avec la montée formidable du nombre de cas de dépressions nerveuses. Inviter chacun à « se dépasser », comme le faisait déjà Goethe, n'est pas nécessairement l'invitation faite à chacun de dépasser les autres coûte que coûte. Or le système tout entier repose sur une classification précoce entre « bons », « très bons », « moyens », « mauvais », « très mauvais », « nuls », « excellents »... Sur la mise en concurrence appliquée à toutes choses et à tous domaines. Ne pas voir que cette société de classification et d'extrême concurrence conduit à des frustrations en chaînes de la majorité et à terme, à un appauvrissement collectif, c'est ne pas comprendre la multiplication des tendances suicidaires.

¹⁶ Malgré (ou grâce à ?) leur effort sécuritaire que peu de gens songent à nier, l'exercice de la droite au pouvoir s'est traduit en 4 ans par une augmentation de presque 18% du nombre de crimes et délits contre les personnes. L'augmentation des violences aux personnes est de 8% entre juillet 2005 et juillet 2006 (chiffres du ministère de l'intérieur parus dans le *Nouvel observateur* du 14 août 2006)

¹⁷ Il est toujours édifiant d'entendre des parents déplorer qu'il n'y ait pas « moins d'élèves par classe », autrement dit plus d'enseignants et de locaux, applaudir aux baisses d'impôts promises par des politiciens irresponsables. Le raisonnement est le même pour ceux qui trouvent qu'il n'y a pas assez de personnel aux services hospitaliers des urgences ou pas assez de transports publics...

Pourquoi si peu d'imagination lorsqu'il s'agit de concevoir le passage de la vie scolaire et étudiante à ce qu'on a pris coutume de nommer la « vie active » ? Qu'est-ce qui rend si difficile de concevoir un service civil, sur les cendres du service militaire, où chacun et chacune pourrait se rendre utile, gagner un peu d'argent, avoir un hébergement indépendamment de sa famille, et pouvoir décider en *prenant le temps*, sur un, deux, ou cinq ans de son orientation, de son utilité sociale, de son métier ?

N'en déplaise aux nouveaux crétins-érudits¹⁹ comme Alain Finkielkraut, qui ne voit pas que si baisse de niveau il y a, c'est manifestement de sa propre vue qu'il parle, le niveau de complexité des savoirs d'aujourd'hui est proprement phénoménal. Et la « juvénalisation de l'espèce humaine », pour reprendre l'expression d'Edgar Morin, le fait que la durée de l'adolescence se soit tendanciellement allongée depuis les premiers hominiens n'a rien à voir avec une « baisse de niveau ». Si la philosophie est reléguée en classe de terminale et non au cœur des enseignements, si la place des technologies dans la vie humaine est devenue dévorante, ou plutôt si le fait que par une extraordinaire inversion le savoir humain soit de plus en plus dédié à « alimenter » l'univers technologique, ce n'est pas parce que le système scolaire est subitement devenu idiot, superficiel, incapable de transmettre les savoirs.

Si problème il y a, si de nouvelles formes d'inculture émergent, c'est que l'usage de cette incroyable accumulation de savoirs est brouillée par la capacité de la *société du spectacle* à bombarder les citoyens de masques spectaculaires, de rendre improbable la notion même de sens et de culture des sens. Ce sont les dangers qui guettent une « société du trop-plein », où se multiplient les effets de saturation et de gavage lorsque les quatre cinquièmes de l'humanité n'ont pas accès aux conditions minimum de survie. C'est la capacité d'une certaine « culture capitaliste » à orienter les esprits vers l'ultracompétition, la déclinaison de pôles d'excellence et de pôles (beaucoup plus vastes) de relégation. La faculté de l'usine à divertissements et de l'info-fait-divers de détourner les attentions de l'essentiel, rend progressivement vétuste la *capacité d'abstraction* (du concret, pas trop de réflexion, encore moins de contemplation !). Obsédée d'efficacité, cette société du spectacle rend également suspecte la *capacité d'intuition* (science de plus en plus sans conscience, évacuant les questions philosophiques, éthiques, existentielles). Quant à la fonction scolaire d'aiguiser la *capacité d'attention*, elle est de plus en plus réduite au bachotage (ce qui compte c'est le résultat, le chemin est secondaire).

On entendra bien, à travers ces lignes, qu'il ne s'agit pas de prêter à nos candidats à la présidence la naïveté de croire que la compétition et la sélection vont magiquement s'effacer un jour de l'humanité, ni même que cela soit souhaitable. Il s'agit de s'atteler à construire une autre société, et donc, complémentaiement, une autre école. Une autre société et une autre éducation, où il ne s'agit rien de moins que retrouver une certaine *capacité d'émerveillement*, et où, on l'aura compris, l'esprit de compétition ne serait pas en tout, partout, au-dessus de tout.

¹⁹ Nouvelle espèce en voie de développement, caractérisée par un cerveau nourri de milliers de références et marquée par une capacité d'analyse inversement proportionnelle. Les causes de ce phénomène encore mal connu sont à chercher du côté du trop-plein (phénomène de saturation des sens) ou de l'infatuation (lecture dite « vue du nombril »), sans doute liée à une trop longue durée à fréquenter les mass-médias et la haute société.

On peut également entendre pleuvoir les indignations : mais au delà du vœu pieux, diminuer la compétition et la compétitivité, ce serait organiser la dévoration de notre économie par les pays « émergents », ce serait renoncer à « l'excellence », ce serait perdre notre « rang », insulter le « génie français ». Sur certains aspects (le « rang ») répondons à ceux-là : peut-être... Peut-être en effet la fin d'une couillocratie imbécile qui ne rêve que de trônes et de performance, et qui continue de récolter gloutonnement les dividendes du colonialisme d'hier et d'aujourd'hui. Sur l'essentiel, bien au contraire de tout imaginaire de régression, nous pensons que c'est chercher une sortie par le haut de la « crise » qui d'économique est devenue civilisationnelle.

Au travail : pour déjouer 2 autres mots maldisants : « emploi » et « décroissance »

Lorsqu'on observe les errements de la société occidentale contemporaine, il est difficile de ne pas s'attacher aux questions posées par les mutations du rapport de l'humain au travail. Beaucoup ont commencé à parler de « décroissance » pour invoquer un renversement de vapeur qui tienne tout simplement compte des incontestables et considérables gains de productivité depuis deux siècles.

« En France, on produit aujourd'hui 60 % de richesses de plus qu'il y a vingt ans. Le CAC 40 a doublé, et le nombre de grandes fortunes n'a jamais été aussi élevé. Quoi qu'on en dise, l'économie se porte bien ! Ce n'est pas la crise pour tout le monde... (...) Tous les six mois, tout le monde retient son souffle pour savoir quelles seront les perspectives de la Croissance pour le prochain semestre.... La Croissance serait la solution à tous ces problèmes, chômage, trou de la sécu, pauvreté.... Mais cette croissance dont on nous bat les oreilles, c'est la croissance du PIB, le Produit intérieur brut, c'est-à-dire tout ce qui donne lieu à des échanges monétaires, ce qui s'achète et qui se vend. Et donc, à côté de la satisfaction de nos besoins les plus vitaux, la Croissance embarque pêle-mêle des activités comme les réparations de catastrophes écologiques, AZF ou naufrages de pétroliers, les ventes d'armes, les dépenses de publicité, la consommation de tranquillisants, la dépollution de l'eau pour la rendre potable. Tout est « bon » pour la Croissance, du moment que cela donne lieu à des flux monétaires. Peu regardante sur ce qu'elle additionne, la Croissance oublie par contre toutes les activités humaines qui ne donnent pas lieu à des dépenses monétaires : entraide, vie associative, temps passé avec nos enfants et attention aux anciens...¹⁸ »

Ce qu'on appelle encore du terme douteux de « décroissance » - avis à qui trouverait une expression plus engageante -, c'est aussi l'enjeu d'un nouveau rapport au « travail » qui fasse le lien entre épanouissements individuels et utilités sociales.

Celui ou celle qui trouve un travail réalisant n'a pas forcément grand « mérite » (pour reprendre un autre des termes de l'embrouille globale) à être un « bourreau de travail ». Lorsqu'on se réalise à travers ce qu'on fait, la quantité de « travail » investi n'est que proportionnelle à une certaine addiction. Chacun peut devenir enivré par ce qu'il fait, lorsque cela le porte, le mobilise, l'excite, le légitime.

Partant de là, peut-être faut-il qu'on cesse d'alimenter l'obsession de « l'emploi », ce terme qui couvre à la fois ceux qui se structurent à travers leur métier, et ceux qui meurent à petit feu de s'adonner à un « emploi » qui fait surtout « perdre sa vie à la gagner ».

¹⁸ Patrick Viveret, *Reconsidérer la richesse*. Voir à ce sujet sur le site www.caracoleando.org

Commentaire : Je m'interroge sur deux problèmes, ici. La première phrase touche à un « double bind » dont je ne parviens pas, pour ma part, à sortir : nous devons l'essentiel de nos avancées technologiques mais aussi sociales (c'est sur ces avancées sociales que je veux ici insister) aux possibilités que syndicats, partis de gauche, etc., ont tiré d'un impérialisme et d'un capitalisme colonialiste dont l'on ne peut que critiquer par ailleurs l'inhumanité structurelle ; autrement dit, l'exploitation coloniale depuis des siècles est ce qui a permis l'essor de l'Occident et, grâce aux luttes (et non naturellement, comme le disent certains), l'essor des avancées sociales. Cette réalité devrait peut-être être rappelée, à des fins de vulgarisation et d'honnêteté intellectuelle et historique. Nous pourrions ainsi nous permettre des critiques dépourvues d'insultes (couillocratie), qui jurent dans un texte de haute tenue analytique. (Vincent Glenn sait toute la révérence que j'ai PAR AILLEURS pour des textes plus musclés, mais est-ce le lieu ?) - Le paragraphe ne répond pas en outre aux questions que nous plaçons dans la bouche de ceux qui critiquent les propos de cette lettre, ici, notamment sur la « dévoration de notre économie par les pays dits émergents ». Que répondre à cette critique ? Comment en critiquer les présupposés, si cela est possible ? On ne peut se contenter de la mention vague d'une « sortie par le haut ». Qu'en pensez-vous ?

Commentaire : Pour un développement cherchant à définir la décroissance (non comme fin mais comme moyen vers une société plus juste, plus humaine, etc.), voir l'article de Vincent CHEYNET dans le bimestriel La décroissance, numéro 30, je crois. (Désolé pour l'imprécision de la référence mais j'ai les N° 29, 31 et 32 (qui ne contiennent pas l'article, sauf erreur) mais je ne retrouve pas le 30, que j'ai fait passer et qui est resté chez un collègue. C'est sans doute dans ce n° que se trouve le topo à prendre en compte ici, je pense.

Dans beaucoup d'esprit, la « décroissance » rime avec décadence : une société qui ne serait plus farouchement engagée dans le gain de quelques points de « croissance » est un scénario qui effraie un monde riche vieillissant et terriblement angoissé de perdre l'ascendant économique qu'il a sur le monde. Le terme de « décroissance » n'est probablement pas le mieux choisi, puisqu'il suggère un retour en arrière lorsque ses activistes suggèrent au contraire de faire d'autres paris sur le futur. En imaginant un monde riche habité de nouvelles priorités et d'une nouvelle générosité, où la place du travail humain, des machines et des technologies est radicalement repensée, on n'évoque pas une « décroissance »¹⁹, mais l'invention d'une *viabilité*, la sortie des aliénations de la société de consommation, un autre rapport au sens, au partage et à l'avenir.

Et la gauche dans tout ça...

Tiens oui, au fait, c'est quoi la gauche ? Hypothèses :

- ne pas être en paix avec l'injustice ou encore ne pas avoir définitivement renoncé à dépasser les obsessions capitalistes ;
- considérer que la générosité est une qualité et non une naïveté (comme le suggère une certaine « culture » contemporaine : si vous jugez bon de partager et de donner aux autres, vous êtes soit calculateur, soit stupide) ;
- penser que la richesse peut être autrement pensée, produite et répartie, et que ça s'appelle faire de la politique ;
- remettre l'économie à sa place, au service des humains, de leur épanouissement collectif et individuel, et sortir de la mystification qui met l'humanité au service d'une certaine « économie » destructrice de la planète ;
- travailler au bénéfice d'une *base politique* (à droite on dit « clientèle » ou « public cible ») qui est la majorité planétaire de ceux qui subissent le système et non draguer des morceaux d'électorats en ajustant son discours en fonction des critères de l'audimat ;
- attacher une grande importance au langage, c'est-à-dire à la capacité d'échanges et de transmissions des savoirs : ceux qui disent, par exemple, qu'il n'y a plus de gauche et de droite sont rarement de gauche... ;
- considérer les dynamiques historiques à l'œuvre et savoir qu'une certaine lutte des classes est loin d'être achevée. Tout juste sait-on aujourd'hui que cette dynamique ne va pas automatiquement vers l'émancipation intelligente de ceux qu'on nommait il y a peu les « prolétaires ».

Commentaire : Ne peut-on ajouter que le cynique est rarement de gauche, dans les faits, même s'il clame des valeurs « de gauche », puisque le cynique est celui à qui on ne la fait pas, qui « n'y croit plus » : avec un tel individu, les vraies valeurs de gauche sont comme on l'écrit plus bas « naïves » et ridicules. Le cynique est fatalement conduit à se mettre du côté de l'ordre établi. L'ironie de la pensée, oui ; l'ironie cynique, non.

Aucun dépassement du capitalisme n'est imaginable, même dans la durée, si on ne tient pas compte des conquêtes historiques de celui-ci, et pas seulement les stratégies de conquête habilement mises en œuvre par ses avocats et ses actionnaires. À travers Hollywood et la puissance des mythologies que « l'usine à rêves » a su produire, *l'américan way of life* a su séduire les citoyens-consommateurs d'une grande partie du monde, cela en s'adressant aux envies, aux pulsions, au désir de consommer et d'en tirer du plaisir.

¹⁹ Il faut par ailleurs rendre honneur à ceux qui furent à l'origine de l'idée de « décroissance », qui n'étaient pas des « extrémistes » déclarés ou réputés comme tels, puisqu'il s'agit du Club de Rome, dont le président Aurelio Peccei était un respectable membre du comité de direction de Fiat. En 1972, ils lancèrent un livre, *Halte à la croissance ?*, qui devait avoir quelques retentissements.

Neil Postman : « Nous attendions la venue de 1984. Quand cette année arriva sans que la prophétie ne se réalise, l'intelligentsia américaine chanta discrètement victoire : les fondements de la démocratie libérale avaient tenu bon. Le règne de la terreur s'était peut-être développé ailleurs, mais l'Amérique, du moins, n'avait pas sombré dans les sinistres cauchemars orwelliens. Obnubilés que nous étions par la sombre vision d'Orwell, nous avions oublié une autre prophétie, un peu moins bien connue mais tout aussi inquiétante : celle d'Aldous Huxley dans *Le meilleur des mondes*. Car contrairement à une opinion répandue même chez les gens cultivés, les prophéties de Huxley et d'Orwell sont très différentes l'une de l'autre. Orwell nous avertit du risque que nous courons d'être écrasés par une force oppressive externe. Huxley, dans sa vision, n'a nul besoin de faire intervenir un Big Brother pour expliquer que les gens seront dépossédés de leur autonomie, de leur maturité, de leur histoire. Il sait que les gens en viendront à aimer leur oppression, à adorer les technologies qui détruisent leur capacité de penser. Orwell craignait ceux qui interdiraient les livres. Huxley redoutait qu'il n'y ait même plus besoin d'interdire les livres car plus personne n'aurait envie d'en lire. Orwell craignait ceux qui nous priveraient d'information. Huxley redoutait qu'on nous en abreuve au point que nous en soyons réduits à la passivité et à l'égoïsme. Orwell craignait qu'on ne nous cache la vérité. Huxley redoutait que la vérité ne soit noyée dans un océan d'insignifiances. Orwell craignait que notre culture soit prisonnière. Huxley redoutait que notre culture ne devienne triviale, seulement préoccupée de fadaïses. Car, comme le faisait remarquer Huxley dans *Brave new world revisited*, les défenseurs des libertés et de la raison, qui sont toujours en alerte pour s'opposer à la tyrannie, « ne tiennent pas compte de cet appétit insatiable pour les distractions ». Dans 1984, ajoutait Huxley, le contrôle sur les gens s'exerce en leur infligeant des punitions ; dans *Le meilleur des mondes*, il s'exerce en leur infligeant du plaisir. »²⁰

Si la prophétie d'Orwell ne s'est pas entièrement réalisée, on peut garder quelque espoir que celle d'Huxley ne se vérifie pas totalement non plus...

Pour cela, il semble particulièrement nécessaire de se doter d'une pensée du plaisir, en sachant que les austères, sous diverses formes, auront sans doute quelques difficultés à imposer leur vision du monde... Sur ce point, le philosophe Michel Onfray offre une jubilatoire contre-histoire de la philosophie, dans laquelle « l'hédonisme » échappe aux caricatures qui en sont faites le plus souvent²¹. Les philosophes *hédonistes*, loin de défendre un plaisir sans bornes et sans discernement, portaient une exigence impliquant souvent une grande ascèse, qui les incitait à renoncer à toutes sortes de plaisirs secondaires, au nom du choix de plaisirs supérieurs.

Cette élection qui approche

Ce que nous souhaitons à tous (même, et peut-être surtout aux journalistes), c'est que l'ouverture de cette période électorale (qu'on entend souvent décrite comme une sorte de déchaînement de « politique politicienne » nous tombant soudainement dessus un peu comme les sauterelles) soit une période d'intense réflexion collective et d'identification des impasses.

²⁰ *Se distraire à en mourir (Amusing ourselves to death)*, Flammarion, 1986 pour la traduction française.

²¹ L'archipel pré-chrétien, (12 CD enregistrés lors de l'université populaire de philosophie à Caen) Ed. Frémeaux et associés/France Culture/Grasset. Pour des renseignements sur le processus des universités populaires, voir sur le site <http://perso.orange.fr/michel.onfray/>

Commentaire : Ne faut-il pas exercer notre vigilance, sur ce point comme sur d'autres, et nous interroger sur le renversement des valeurs (que nous connaissons bien et dont il est question dans cette lettre) et l'utilisation par la société du spectacle de l'hédonisme comme moyen de renforcer l'aliénation par le plaisir : la version grand public et aliénée de l'hédonisme est une « philosophie » de la jouissance comme but, sans l'ascèse. Ce qui s'allie très bien à la consommation de masse et à l'impensé. A ne pas oublier pour ne pas se faire avoir par la récupération malgré soi.

Cette période peut être l'occasion de produire un certain nombre de choix de société collectivement mûris, débattus, au niveau de ce que fut la campagne sur le traité constitutionnel. La société du spectacle n'y aidera pas, et l'extrême personnalisation du choix du ou de la présidente qu'implique la nature même de l'élection en question, non plus.

Nous pouvons pourtant nous appuyer à cette occasion sur des débats qui ne manqueront pas d'avoir lieu et d'impliquer des millions d'individus. Nous pouvons faire valoir la nécessité d'aller vers une nouvelle étape de notre histoire, vers une nouvelle République, qui marquerait la fin du pouvoir néo-monarchique et ploutocratique d'aujourd'hui et viserait à une gestion plus collégiale du pays sur des bases parlementaires nouvellement légitimées par le peuple.

Dans notre quotidien, nous travaillons à ce que l'autogestion ait un sens, qu'il y ait le moins de chefs possible lorsque nous vivons et nous organisons à quelques dizaines, au niveau d'un quartier ou d'un village. Mais nous pensons aussi que la démocratie représentative s'impose lorsque nous passons à des échelles supérieures, qu'il s'agisse d'une grande ville, d'une région ou d'un pays, a fortiori au niveau continental et planétaire. Cette représentativité « s'impose » tant par l'extension d'une nouvelle forme de féodalisme oligarchique que par les réalités d'un anarcho-capitalisme où la contestation de l'Etat semble surtout dire : « Pas d'élus, laissez faire et moi d'abord ».

Nous partageons avec beaucoup d'autres le fait de combattre une certaine logique de « stars » et de l'exercice solitaire (présidentiel) du pouvoir. Comme l'ont souligné beaucoup de militants, l'urgence est bien dans l'établissement d'une dynamique collective.

Mais il peut y avoir aussi une redoutable mystification si on met en avant que toutes les voix (et les pensées) se valent, et qu'on va par ailleurs subitement ne plus fonctionner avec un certain nombre de « stars ». Comme si nous allions d'un coup en finir avec la société du spectacle à l'heure où les seules pratiques de « happy slapping » (je me filme avec un téléphone portable en train de commettre un acte de violence, donc je suis) suffisent à montrer comment celle-ci s'est infiltrée dans les esprits jusqu'à prendre ses formes les plus barbares.

Lutter contre ce type de mentalité est l'engagement d'une refonte profonde des codes et usages de la société, qui va de la remise en cause de nos modes de consommation à la réarchitecture de notre système éducatif. Ce n'est donc probablement pas en quelques mois qu'on y arrivera... Par contre, s'accorder sur un groupe de « personnalités » mandatées pour défendre une certaine idée de la parole publique et de l'action politique compte parmi les possibles qui nous sont soumis, à quelques mois de cette échéance que représente le choix de la présidence de la République, celui-ci précédant de peu le choix des parlementaires.

Derrière la question piège « qui sera l' élu ? » s'en pose une essentielle : qui peut et veut travailler avec qui, pour déterminer les grands choix proposés au pays, par le ou la candidat(e) ?

On peut suggérer sur ce point aux candidats qui se proposent de représenter la gauche une première décision à inclure dans leur programme : remettre en cause le mandat présidentiel et son exercice quasi-monarchique du pouvoir.

Commentaire : Cette référence (cf. plus haut l'un de mes premiers commentaires) doit être développée afin qu'elle soit lue comme une analyse correspondant à une réalité et non comme une image, une métaphore. Il convient d'expliquer, d'analyser, de détailler cette réalité afin que le constat de la disparition progressive de la démocratie soit fondé aux yeux des lecteurs et non une lubie d'extrémistes. (Cf. « féodalisme oligarchique », dans le paragraphe suivant, qui fait partie de cette analyse à établir ici.

Commentaire : Voir l'appel à une assemblée constituante souveraine dont il est question dans un commentaire, plus haut. Cf. <http://www.republiqueuneetindividuelle.com/>

Commentaire : L'évidence de la « démocratie représentative » doit laisser la place à une analyse précise de ce qu'elle signifie, de la manière dont elle peut être réalisée et de ses limites (dans quel cadre politique ? peut-on parler de démocratie représentative au niveau d'une ville appartenant à un pays qui fonctionne selon d'autres règles qui s'imposent à elle ? Etc.) , afin de ne pas l'idéaliser, comme cela semble quelquefois le cas dans des discours qui la présentent comme une solution.

Albert Camus, en 1938 : « Je ne crois pas assez à la raison pour souscrire au progrès, ni à aucune philosophie de l'Histoire. Je crois du moins que les hommes n'ont jamais cessé d'avancer dans la conscience qu'ils prenaient de leur destin. Nous n'avons pas surmonté notre condition, et cependant nous la connaissons mieux. Nous savons que nous sommes dans la contradiction, mais que nous devons refuser la contradiction et faire ce qu'il faut pour la réduire. Notre tâche d'homme est de trouver les quelques formules qui apaiseront l'angoisse infinie des âmes libres. Nous avons à recoudre ce qui est déchiré, à rendre la justice imaginable dans un monde si évidemment injuste, le bonheur significatif pour des peuples empoisonnés par le malheur du siècle. Naturellement, c'est une tâche surhumaine.

Mais on appelle surhumaines les tâches que les hommes mettent longtemps à accomplir, voilà tout. (...) La première chose est de ne pas désespérer. N'écoutez pas trop ceux qui crient à la fin du monde. Les civilisations ne meurent pas si aisément et même si ce monde devait crouler, ce serait après d'autres. Il est bien vrai que nous sommes dans une époque tragique. Mais trop de gens confondent le tragique et le désespoir. « Le tragique, disait Lawrence, devrait être comme un grand coup de pied donné au malheur ». Voilà une pensée saine et immédiatement applicable. Il y a beaucoup de choses aujourd'hui qui méritent ce coup de pied²². »

Comment, aujourd'hui, éviter les catastrophes qui s'annoncent, tant socialement qu'écologiquement, comment sonner l'alarme dans un univers médiatique saturé, comment devenir audible afin que les tendances lourdes de la société de consommation soient perçues à la hauteur de leur démesure²³ ?

Beaucoup en sont venus à douter du pouvoir politique, considérant que les choses importantes se passent en dehors des partis et de la représentativité politique. Si nous voulons contester cette vision quelque peu poujadiste, il nous faut d'abord poursuivre en profondeur un travail de vulgarisation-clarification qui a montré historiquement ses capacités lors du vote sur le traité constitutionnel. Cela, par l'invention de nouvelles formes d'agora, grâce à des intellectuels descendus dans l'arène et sortis de leurs cénacles d'initiés, grâce aussi à nombre de journalistes non-alignés.

Michel Onfray : « Pour faire face à la pratique onaniste d'intellectuels soucieux de performances individuelles à même de permettre un positionnement dans le champ philosophique utile pour obtenir ensuite des bénéfiques sonnants et trébuchants, l'intellectuel collectif suppose des actions communes, des associations d'égoïstes pour le dire dans les termes de Max Stirner : il s'agit de passer des contrats ponctuels pour travailler ensemble, puis agir, afin de produire des effets concrets sur le terrain politique et social du moment²⁴. »

Commentaire : A noter que la phrase : « Notre tâche d'homme est de trouver les quelques formules qui apaiseront l'angoisse infinie des âmes libres » peut être interprétée comme on l'imagine par les adeptes du meilleur des mondes...

²² Albert Camus, Noces, Gallimard, 1998 (première publication en 1938).

²³ On évalue à vingt-cinq millions le nombre d'éco-réfugiés. Pour la première fois dans l'histoire, le nombre de réfugiés environnementaux dépasse les vingt-trois millions de réfugiés de guerre. Certains spécialistes prédisent que le nombre de ces nouveaux exilés pourrait doubler d'ici 2010. (Le Monde, 18 décembre 2005) Un certain "relativisme" aujourd'hui revient à une forme de non assistance à personnes en danger.

²⁴ Michel Onfray « Hâtons nous de rendre la philosophie populaire », 2002.

Il y a beaucoup à faire pour produire les conditions sociales et intellectuelles d'une autre lisibilité du monde et de l'histoire. Les sujets importants, les grandes figures et les mouvements philosophiques occultés sont légion. Par un autre « mystère », la télévision publique préfère se battre sur le terrain de l'audimat contre ses « concurrentes », rediffuser telle série policière, dépenser des sommes astronomiques dans les rétributions d'animateurs vedettes plutôt que diffuser à des heures décentes des documentaires exigeants sur des questions politiques essentielles : des documents expliquant pourquoi la Banque centrale européenne est devenue « incontournable » indépendante du pouvoir politique ? Des enquêtes sur les propriétaires de l'eau ? Des films relatant les parcours de grands philosophes ou de mouvements artistiques ayant marqué l'histoire ? À ce jour, à de rares exceptions près, les responsables de l'audiovisuel public répondent : trop compliqué, trop « élitiste », ça n'intéressera personne. Pour nous, le vrai « populisme » est là, dans ce mépris de l'intelligence des citoyens. « On donne au peuple ce qu'il mérite or vous voyez bien qu'il est à moitié crétin ! »

Pour nous, plus que jamais, l'humain a besoin de sens, c'est-à-dire d'utopie. Les êtres vivants cette époque faussement « cool », faussement émancipée du sexe, s'anémient des injonctions à être dans la course à « l'efficacité ». Cette société d'extrême compétition, cette société qui se gave sans plus contester les préceptes capitalistes, accouche d'une foule de jeunes déjà vieux, de multitudes dépressives, d'une incapacité d'imaginer autre chose que des catastrophes. Pourtant, si nous prenons ce temps pour souffler dans les bronches de certains de nos camarades et écrire ces lignes, c'est bien parce que nous voyons que partout des gens se lèvent, disent non à un certain « ordre », et manifestent avec une formidable diversité qu'il n'y a aucune fatalité, ni aucun *déclinisme* à accepter.

Plusieurs dossiers considérables seront à l'ordre du jour pour des électeurs soucieux d'un autre exercice du pouvoir : les transports, l'énergie, le nucléaire, les dépenses en armement... Sur tout cela, aussi, un rassemblement « à gauche du PS » devra se prononcer, en révélant sa capacité de produire des hommes et des femmes d'Etat. On parle « d'extrême gauche » à propos de gens qui, à notre connaissance, ne parlent pas de lutte armée, et ne sont « extrêmes » que par rapport à d'autres qui sont, intellectuellement, « extrêmement » mous et tièdes ! Mais pour sortir du discrédit frappant ceux qui sont d'emblée exclus de toute possible « gauche de gouvernement », il faudra être particulièrement clair sur ce qui peut faire gouvernement, sur les moyens de transformation sociale en général et sur le rôle escompté de l'Etat en particulier.

Quant à la « *sécurité* »... Thème grossièrement repris par une certaine « gauche ». Qui peut nier qu'à laisser s'installer des modèles télévisuels, politiques, économiques où la violence est récompensée, où la perversité et le sens de l'arnaque sont des qualités humaines, où l'égoïsme est glorifié, qui peut nier que cette société-là génère de la violence, la plus crapuleuse comme la plus gratuite, presque toujours contre les plus faibles ?

Qui peut nier qu'à énoncer chaque jour « que le meilleur gagne » se décide en réalité un terrifiant « malheur aux vaincus », à un niveau à la fois local et planétaire ? Qui peut nier que les violences et incivilités ont des causes qui n'ont rien à voir avec une malformation congénitale et tout à voir avec une culture où la violence est récompensée, et où *être* c'est *être vu à la télé* ? Une « culture » où la rage est par ailleurs inculquée par une collection d'actes où l'injustice est probante, où certains sont honteusement intouchables quand d'autres purgent des peines de prison pour des délits mineurs, voire pour s'être tout simplement révoltés contre un ordre inique.²⁵

²⁵ En 2002, le ministère de la justice publiait une étude selon laquelle seul 1% de la délinquance économique et financière était sanctionnée.

Commentaire : Cette proposition pose l'un des problèmes majeurs, il me semble, de cette lettre, qui pose des questions et annonce ce qu'il faudra faire mais peut laisser à ceux qui veulent concrétiser les aspirations actuelles l'amère impression qu'on mouline à vide, qu'on dit une nouvelle fois ce qu'il faudra faire sans le faire. Je ne m'exclus pas de cette critique, n'étant pas capable de dire « ce qui peut faire gouvernement » etc. – En outre, il n'est pas question dans cette fin de paragraphe de la situation mondiale : peut-on parler du rôle de l'Etat sans parler du fait qu'il est inscrit dans un cadre européen qui le ligote (cet aspect doit être à mon sens vraiment développé, pour dessiller les yeux de nombreux militants de gauche qui conservent une vision romantique de l'Europe, laquelle n'a que peu de points communs avec l'Europe réalisée aujourd'hui) et un plus large encore, mondial, qui renforce les premiers liens ?

Lorsqu'au moment où des politiciens proclament « tolérance zéro », ils peuvent pratiquer « impunité totale », c'est toute la chaîne de la société qui le ressent comme une aberration, c'est toute la société qui vit un sourd désir de vengeance. Et cela, M. Finkelkraut, surtout dans les cités ou les fachs où vous ne voyez que des abrutis et des abrutisseurs.

Commentaire : L'absence de déterminant devant les guillemets, un peu curieuse, est-elle volontaire ?

A rebours des logiques sarkozystes, cette phrase d'Eduardo Galeano, à propos de la drogue : « Si une maladie se transforme en délit, et que ce délit se transforme en commerce, est-il juste de punir le malade ? »²⁶

Commentaire : Ponctuation de la note à revoir.

Le nombre de prisons en augmentation dans un pays devrait être pris pour ce qu'il est : l'échec collectif d'une société qui ne sait plus comment donner une place à chacun. Comment donner une dignité et une place à chacun, voilà qui pourrait être la question à opposer de façon systématique à notre ministre au Kärcher.

Commentaire : Attention au style de la lettre, qui doit être uni. Veut-on un style qui confine au pamphlet (par moments et alors pourquoi ? on sent plus un dérapage qu'une volonté maîtrisée) ou souhaite-t-on un style plus analytique et plus programmatique qui ne se situe pas au niveau (bas car reprenant leur vocabulaire ?) de ceux contre lesquels on lutte (Sarkozy, ici, etc.)

A gauche, les batailles d'égo et d'appareil risquent de produire un double échec : dans l'obsession d'une « efficacité à court terme », et avec une quasi totale absence de réflexion sur le symbolique (qui incarne quoi), il est possible que les différentes formations de gauche conduisent à la fois à un appauvrissement du débat public (règle d'or de l'audimat, faire court, simple, si possible avec de jolies paillettes) et à une débandade électorale. A trop déconsidérer rêves et utopies, à montrer son visage le plus technocratique et gestionnaire, la « gauche de gouvernement » ne produit plus de *vision* et ne sert plus à grand-chose, sinon proposer de minces nuances par rapport à des adversaires s'en remettant plus ouvertement aux « dures et justes lois du marché ». On espère autre chose de la gauche tout court.

Symboles

Le « symbole », c'est ce qui unit, réunit, assemble, rassemble. L'expression vient d'un mot grec qui désignait deux pierres qui s'emboîtaient parfaitement pour ne faire qu'une.

Aujourd'hui, malgré la pertinence toujours intacte de Marx pour ce qui est de la compréhension des mécanismes capitalistes, il est probable qu'à l'avenir la faucille et le marteau ne fassent plus rêver grand-monde s'il s'agit d'envisager de nouveaux stades d'émancipation.

Il n'empêche que nous avons très certainement besoin de symboles, dans ce monde contemporain où guette l'anomie, la perte du plus petit minimum de références communes, et où s'affrontent différents fondamentalismes tout aussi dangereux les uns que les autres.

Quel symbole, par exemple, offrirait au monde une gauche qui réussisse à dire clairement ce qu'elle pense, et qui soit dans le souci premier d'accorder les actes aux paroles ? Le symbole de citoyens actifs qui, dans une société d'abondance, auraient moins peur de leur « décadence » que de périr d'inhumanité et de cynisme.

Mais tout symbole, on le sait, porte en lui-même le risque d'être détourné et usurpé : que penser par exemple des commémorations du 14 Juillet, date de la prise de la Bastille, symbole du renversement d'un ordre injuste par la population insurgée ? Que dire de ce défilé des corps d'armée de la Nation, les dominants protégés dans les tribunes officielles, le peuple prié de regarder le spectacle de l'ordre en marche ?

²⁶ Eduardo Galeano, *Sens dessus dessous, l'école du monde à l'envers* ed Homnisphères

Notre prise de position n'est que faiblement stratégique. Elle n'a pas d'objectif pratique immédiat sinon contribuer aux réflexions en cours et tordre le cou à un certain nombre de mystifications. Elle s'attaque à un certain langage usé/abusé, à des détournements de sens, avec l'intuition qu'un certain sursaut politique passera par une reconquête collective d'un certain langage, crédible et lisible.

Nous cherchons à interpeller le plus largement possible sur la façon dont des considérations à court terme (il faut gagner la présidentielle) peuvent nous détourner de questions qui relèvent d'un autre registre et d'une autre durée : comment allons-nous être collectivement capables d'arrêter de contaminer la planète de nos déchets, comment allons-nous générer le désir collectif et majoritaire d'une sortie de l'ensemble *société de consommation/course vertigineuse à la productivité/destruction des plus faibles* ? Comment nos actes et nos pensées peuvent-ils être suffisamment forts, joyeux, « instruisables », pour générer l'énergie collective de *faire de la politique* autrement ? Comment allons-nous mettre un frein à l'accélération stérile de nos modes de vie (aller plus vite pour quoi faire si cela engendre du malheur humain ?), comment allons-nous réussir à infléchir cette évolution vers l'hyper concurrence de tous contre tous, où se multiplient les « inutiles » et où prolifèrent les poisons ?

Dans la durée, il nous semble nécessaire de privilégier le meilleur des traditions transformatrices en s'attaquant scrupuleusement à leurs dérives : le meilleur du jaressisme plutôt que le molletisme pour la tradition socialiste, le meilleur de l'écologie politique plutôt que le pire des intérêts boutiquiers des politiciens de l'écologie, le meilleur des traditions alternatives (le refus du désordre établi et la créativité) plutôt que le pire des logiques autoritaires et sectaires. Seule une large coalition intégrant le meilleur de ces traditions est de nature à permettre de construire une coalition pluraliste, conflictuelle certes sur bien des points, mais, du fait même de son pluralisme, capable de qualité démocratique et susceptible de gagner face au bushisme à la française.